



CHAPITRE 51

Loi modifiant la Loi des travaux publics

[Sanctionnée le 22 décembre 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 138,
a. 8, remp.

1. L'article 8 de la Loi des travaux publics (Statuts refondus 1964, chapitre 138) est remplacé par le suivant:

Demande
de sou-
missions.

«**8.** Il est du devoir du ministre de demander des soumissions par annonces publiques pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise et dont le coût estimatif dépasse \$65 000, si ce n'est:

a) dans le cas d'urgence lorsque la sécurité des personnes et des biens est en cause et lorsqu'un délai est préjudiciable à l'intérêt public; ou

b) dans les cas de travaux dont l'exécution doit être confiée à une compagnie d'utilité publique; ou

c) dans les cas de travaux dont l'exécution est confiée à une corporation municipale ou à une communauté urbaine ou régionale; ou

d) dans les cas de travaux d'aménagement ou de réaménagement dans un édifice loué lorsque le contrat est conclu avec le propriétaire; ou

e) dans les cas de travaux de restauration ou de rénovation lorsqu'il est impossible d'identifier et décrire ces travaux avec précision.»

S.R.,
c. 138,
a. 11, mod.

2. L'article 11 de ladite loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot «immobilières», de ce qui suit: «ainsi que de tout droit réel immobilier».

S.R.,
c. 138,
a. 13, mod. **3.** L'article 13 de ladite loi est modifié par l'insertion, à la fin de la quatrième ligne, après le mot «immobilières», de ce qui suit: «, droits réels immobiliers».

Entrée en
vigueur. **4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.